

Pris dans la tourmente d'un scandale de comptes fictifs, le patron de Wells Fargo démissionne

Stéphane Lauer

6-7 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Amériques](#)

La première banque américaine a ouvert illégalement 1,5 million de comptes et attribué plus de 500 000 cartes de crédit à l'insu de ses clients.



La situation était devenue intenable. Après un peu plus d'un mois de pressions, le PDG de Wells Fargo, John Stumpf a fini par démissionner, mercredi 12 octobre. Le patron, qui avait réussi à traverser la crise financière sans trop de dommages, n'a pas résisté à la tourmente déclenchée par les pratiques commerciales douteuses en vigueur chez Wells Fargo.

La première banque américaine en termes de valorisation boursière a ouvert illégalement 1,5 million de comptes et attribué plus de 500 000 cartes de crédit à l'insu de ses clients, dans le but d'atteindre les objectifs de vente fixés par la direction. La banque a même été jusqu'à créer de fausses adresses électroniques pour inscrire les clients à ses services en ligne. Des frais liés au fonctionnement de ces comptes étaient ensuite prélevés.

Des pratiques qui ont perduré de 2011 à 2016, jusqu'à ce que Wells Fargo se fasse sanctionner. Le 8 septembre, le groupe de San Francisco a été condamné à payer une amende de 185 millions de dollars (164,4 millions d'euros) au Bureau américain de protection des consommateurs (CFPB), à l'OCC, l'un des régulateurs bancaires, et à la ville de Los Angeles pour pratiques commerciales illicites. Le début de la fin pour M. Stumpf.

Le PDG a dû ensuite s'expliquer sur les errements de la banque devant deux commissions parlementaires, au Sénat puis devant la Chambre des représentants. M. Stumpf a eu beau présenter ses plus plates excuses, promettre des enquêtes pour savoir comment ces fraudes avaient pu être commises, il n'a pas réussi à éteindre l'incendie. La banque fait désormais face à plusieurs procédures judiciaires, tandis que certains gros clients, comme l'Etat de Californie, ont rompu leurs liens d'affaires avec Wells Fargo.

Les pratiques des banques n'ont guère changé

Si le départ du PDG était devenu inéluctable, les événements se sont visiblement précipités. Le patron n'a pas attendu les résultats des enquêtes en cours pour se retirer, à deux jours de la présentation des résultats financiers du troisième trimestre. C'est Timothy Sloan, 56 ans, le directeur opérationnel de Wells Fargo, qui s'en chargera et qui succédera à M. Stumpf, 63 ans. « *Je suis reconnaissant d'avoir eu l'opportunité de diriger Wells Fargo* », a expliqué ce dernier, ajoutant :

« *Alors que j'ai été pleinement engagé dans la direction du groupe durant cette période, j'ai décidé qu'il était préférable pour la société de me retirer.* »

Cette affaire est tombée au plus mauvais moment pour M. Stumpf, alors que la campagne électorale bat son plein aux Etats-Unis. La candidate démocrate à l'élection présidentielle, Hillary Clinton, avait ainsi tancé le dirigeant. « *C'est scandaleux que, huit ans après qu'une culture de cow-boys a détruit notre économie, nous voyons toujours de puissants banquiers agir avec désinvolture vis-à-vis de la loi*, a-t-elle martelé. *Nous n'allons pas laisser les grandes entreprises comme Wells Fargo échapper à leurs responsabilités.* »

La Commission de la Chambre des représentants, dont les 59 membres remettent en jeu leur mandat le 8 novembre, s'est également montrée ulcérée de constater que les pratiques de certaines banques n'avaient guère changé depuis la fin de la crise.

Lire aussi [M. Stumpf au Sénat](#)

120 millions de dollars en cinq ans

L'affaire avait été révélée par [une enquête du Los Angeles Times](#), en décembre 2013. M. Stumpf affirme qu'il n'avait été mis au courant que quelques semaines avant, et que le manque d'éthique était circonscrit à 5 300 employés, licenciés depuis. Sa version avait été ouvertement mise en doute par les parlementaires, qui se sont inquiétés qu'un PDG ne soit pas au courant d'activités de cette ampleur, s'interrogeant sur sa capacité à diriger un établissement de cette taille. Dans un but

d'apaisement, la banque a d'ailleurs décidé de dissocier désormais les fonctions de directeur général (exercées désormais par M. Sloan) et celles de président. C'est l'administrateur indépendant de Wells Fargo et ancien dirigeant de General Mills, Stephen Sanger, qui occupera ce poste.

La banque a indiqué que M. Stumpf ne toucherait aucune indemnité de départ. Le PDG avait déjà dû renoncer à 41 millions de dollars de bonus pour calmer la colère des régulateurs et des associations de consommateurs. Mais il ne repart pas tout à fait démunis, dans la mesure où le total de sa rémunération, entre 2011 et 2016, la période pendant laquelle la banque a fraudé, atteint le montant de 120 millions de dollars.

Lors de l'audition de M. Stumpf devant la Chambre des représentants, le 29 septembre, un élu lui avait lancé : « *Personnellement, je ne vois pas comment vous allez vous maintenir à votre poste* », rejoignant ainsi la sénatrice du Massachusetts, Elizabeth Warren, qui, la veille, avait appelé à la démission de l'intéressé. « *Je me tiens à la disposition du conseil d'administration* » avait répondu M. Stumpf, qui déjà, sans doute, se savait en sursis.

[Stéphane Lauer \(New York, correspondant\)](#)

[Voir les contributions](#) [Réutiliser ce contenu](#)

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

Wells Fargo: le patron démissionne après le scandale des comptes fantômes

Par Pierre-Yves Dugua

6-7 minutes

Publié le 13 octobre 2016 à 08h14, mis à jour le 13 octobre 2016 à 13h23

John Stumpf lors d'une audition publique à Washington. © Gary Cameron / Reuters/REUTERS

Le départ de John Stumpf, qui dirigeait la troisième banque de dépôt des États-Unis, avait été demandé publiquement par plusieurs élus du Congrès, à la suite de deux auditions publiques humiliantes à Washington.

[Passer la publicité](#)

De notre correspondant à Washington

Emploi & Entreprise**Newsletter**

Tous les lundis

Recevez tous les lundis l'actualité de l'Entreprise : emploi, formation, vie de bureau, entrepreneurs, social...

John Stumpf n'est plus patron de Wells Fargo. L'homme qui dirigeait la troisième banque de dépôt des États-Unis vient d'annoncer sa démission un peu plus d'un mois après l'éclatement d'un scandale révélant [d'incroyables manquements dans ses procédures de contrôle](#). On sait depuis début septembre que [deux millions de comptes ont été ouverts à l'insu de clients de la banque](#) dans le seul but de générer des commissions. 565.000 cartes de crédit qui n'avaient jamais été demandées ont en outre été émises. Le motif de cette fraude massive perpétrée par quelque 5300 employés, était de remplir les quotas ambitieux fixés par la direction dans le but de vendre de multiples produits aux clients de Wells Fargo.

La démission de John Stumpf avait été demandée publiquement par plusieurs élus du Congrès, à la suite de deux auditions publiques humiliantes à Washington. «Vous devriez démissionner. Vous devriez rendre l'argent que vous avez gagné pendant que cette fraude a été menée et vous devriez faire l'objet de poursuites pénales par le Département de la justice et la Securities & Exchange Commission» avait ainsi exigé Elizabeth Warren, sénatrice démocrate du Massachusetts. Le retentissement de l'affaire est énorme, en pleine campagne électorale. Elle apporte de l'eau au moulin de ceux qui, à gauche comme à droite, jugent que les grandes banques sont devenues trop complexes et impossibles à surveiller. Wells Fargo, numéro 1 américain du crédit immobilier, compte 8700 agences et emploie 268.000 personnes.

5300 employés licenciés

L'amende payée à ce jour par Wells Fargo en raison de cette fraude n'est que de 185 millions de dollars. C'est une broutille pour une banque qui dégage près de 6 milliards de dollars de bénéfices au terme d'un bon trimestre. Mais le plus choquant peut-être est que Carrie Tolstedt, responsable directe des équipes accusées de fraude, n'ait toujours pas été renvoyée de la banque, alors que les 5300 employés impliqués dans la fraude le sont déjà depuis des semaines.

La fraude n'a certes pas remis en question la solidité financière de la banque, bien qu'elle ait nui à son image auprès du grand public. Pour calmer l'émoi suscité par le scandale, John Stumpf fin septembre avait fini par renoncer à 41 millions de dollars de stock options et à une grande partie de son salaire de 19 millions de dollars. Ses excuses et son sacrifice financier ont néanmoins paru trop tardifs. Une enquête indépendante, elle aussi tardivement commanditée par le conseil d'administration, devrait bientôt rendre ses conclusions sur les responsabilités et les circonstances de la fraude. Comme beaucoup l'anticipaient, Tim Sloan, jusqu'à présent numéro deux de Wells Fargo, succède à John Stumpf. Il était jusqu'alors responsable des activités de banque d'investissement de l'institution californienne. À ce titre, il n'est nullement impliqué dans le scandale.

[Passer la publicité](#)

[Passer la publicité](#)

[Passer la publicité](#)

Le patron de Wells Fargo renonce à 41 millions

Les Echos

2-3 minutes

Sous pression depuis les révélations du scandale des comptes factices, John Stumpf, le patron de Wells Fargo, a annoncé mardi dans un mémo envoyé au personnel qu'il renonçait à quelque 41 millions de dollars de rémunération, reflétant sa performance depuis 2013. Une mesure que le conseil d'administration du groupe bancaire a accepté. Il ne touchera également aucun bonus au titre de l'année 2016. Par ailleurs Carrie Tolstedt, ancien chef de la banque de détail va être privée de 19 millions de dollars de rémunération.

«*Nous sommes profondément préoccupés par cette affaire et sommes déterminés à garantir que l'ensemble des activités de l'entreprise sont menées avec intégrité, transparence et supervision*», a indiqué un des membres du conseil d'administration, Stephen Sanger. De fait, une enquête interne a été ouverte.

Il s'agit pour John Stumpf de prendre sa part de responsabilité dans [le scandale qui éclaboussé l'établissement](#). Des milliers de conseillers financiers de ce dernier ont ouvert des comptes bancaires et des moyens de paiement fictifs pour des clients afin d'atteindre des objectifs commerciaux. Ces pratiques ont débouché sur une amende de 185 millions de dollars. De plus la banque assure avoir licencié 5.000 collaborateurs.

La banque américaine est sous pression politique depuis que l'affaire a été révélée. John Stumpf a d'ailleurs été convoqué par le Sénat pour s'expliquer. A cette occasion, il a nié tout système orchestré. Ce qui n'a pas convaincu la sénatrice Elizabeth Warren, bête noire de Wall Street, qui a demandé sa démission. Jeudi, John Stumpf passera devant la commission des services financiers de la chambre des représentants.



Défendez une information fiable et vérifiée

Nos journalistes s'engagent au quotidien pour vous offrir une information indépendante de qualité. Soutenez leur travail en vous abonnant. Vous accéderez ainsi à nos contenus, enquêtes et analyses exclusives. Merci pour votre confiance. Christophe Jakubyszyn, directeur des Rédactions

Scandale Wells Fargo: l'ex-CEO accepte une amende de 17,5 millions

AWP

~3 minutes

Le bénéfice par action du quatrième trimestre a été lourdement affecté par le coût des différents litiges auxquels est confrontée la banque.

La banque américaine Wells Fargo a affiché mardi des résultats décevants au dernier trimestre de 2019 et son nouveau patron a dressé un tableau sans concession des défis à relever après une série de scandales.

Le bénéfice par action des trois derniers mois de l'exercice 2019 est très inférieur aux attentes et a été lourdement affecté par le coût des différents litiges auxquels est confrontée la banque: 1,5 milliard de dollars, soit à peine moins que les 1,6 milliard de dollars déjà comptabilisés le trimestre précédent.

Entre autres pratiques commerciales douteuses, la banque avait ouvert des millions de comptes fictifs entre 2011 et 2016 pour que les agents atteignent leurs objectifs de vente et elle avait ensuite tardé à faire le ménage.

La faiblesse des taux d'intérêts, qui limite la capacité des banques à tirer profit de leurs prêts, pèse aussi sur les résultats.

Au dernier trimestre 2019, la banque a engrangé un bénéfice net divisé par deux à 2,9 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires en baisse à 19,9 milliards de dollars contre 21 milliards de dollars un an plus tôt.

Le bénéfice par action (93 cents) comme le chiffre d'affaires ont déçu les marchés qui tablaient respectivement sur plus de 1 dollar par action et 20,14 milliards de dollars.

Le titre perdait 3,6% à 14H00 GMT lors des transactions électroniques précédant l'ouverture officielle de la séance à Wall Street.

Charlie Scharf, le directeur général qui vient d'achever ses trois premiers mois à la tête de l'institution financière, a notamment souligné dans le communiqué que «la structure des coûts est trop élevée».

Il a aussi affirmé que sa priorité était de regagner la confiance.

M. Scharf est un vétéran de l'industrie bancaire: avant Bank of New York Mellon, il a été le PDG de Visa et a également fait ses preuves chez JPMorgan Chase où il a notamment dirigé la banque de détail, Chase.

John Stumpf, l'ex-CEO de Wells Fargo, va verser 2,5 millions à la SEC

AWP

3–4 minutes

La banque américaine voit son bénéfice net chuter de moitié à 2 milliards de dollars au troisième trimestre.

Les profits de la banque américaine Wells Fargo, pénalisés par la crise sanitaire et les taux d'intérêt bas, ont été divisés par deux au 3e trimestre par rapport à 2019, s'inscrivant sous les prévisions des analystes.

Wells Fargo a enregistré un bénéfice net de 2 milliards de dollars contre 4,6 milliards un an plus tôt, mais a fait mieux que la perte de 2,4 milliards du 2e trimestre lorsque la pandémie de coronavirus a paralysé l'économie.

Le bénéfice par action ajusté, référence des investisseurs nord-américains, est ressorti à 42 cents, décevant les analystes qui prévoyaient 45 cents.

«Nos résultats reflètent à la fois l'impact de la politique monétaire agressive et le soutien budgétaire à l'économie des Etats-Unis», a déclaré Charlie Scharf, le PDG de la quatrième banque du pays par actifs.

«Les taux d'intérêt historiquement bas ont réduit notre bénéfice généré par (les activités liées aux taux) d'intérêts», a ajouté le dirigeant dans un communiqué.

Les recettes que la banque tire des taux d'intérêt sur les prêts qu'elle accorde ont en effet chuté de 512 millions de dollars pour représenter une petite moitié du chiffre d'affaires total à 9,4 milliards sur 18,8 milliards, décevant encore une fois les anticipations des marchés.

L'environnement monétaire, avec des taux d'intérêt proches de zéro institués par la Banque centrale américaine (Fed) pour soutenir l'économie, rend les prêts moins chers pour les consommateurs mais moins rentables pour les banques.

Wells Fargo, dont l'essentiel des activités porte sur le financement de l'économie réelle, au travers des prêts accordés aux ménages et aux PME, a encore souffert de la baisse du volume de prêts aux entreprises, alors que l'épidémie de COVID-19 ralentit la réouverture de l'économie.

Ces prêts commerciaux sont en retrait de 31 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le volume de prêts aux consommateurs en revanche a augmenté (+16 milliards de dollars), particulièrement grâce aux prêts et refinancement immobiliers.

Les dépôts, qui se montent à 1'400 milliards de dollars, sont néanmoins en repli de 27,5 milliards par

rapport à juin.

Les recettes tirées des frais sur les comptes, sur la gestion de fonds et sur les cartes bancaires ont grimpé de 1,5 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent pour représenter un total de 9,5 milliards.

«A l'avenir, la trajectoire de la reprise économique n'est pas claire alors que l'impact négatif du Covid-19 se poursuit et qu'un nouveau soutien budgétaire n'est pas sûr», a prévenu Charlie Scharf, ajoutant néanmoins que la banque restait «forte» grâce à ses niveaux de capitaux et de liquidités «au-dessus de la moyenne règlementaire».

Wells Fargo, dont le titre avait déjà perdu 3,66% mardi, chutait encore de 2,26% à l'ouverture de Wall Street.

La banque sert 24,4 millions de clients particuliers, en progression de 0,3% par rapport à l'année dernière, à travers 5.229 agences (-77). Quelque 32 millions de comptes sont consultés en ligne dont 25,9 millions à travers les téléphones portables.

L'ancien PDG de Wells Fargo doit payer une amende de 17,5 millions

Christophe VOGT

4-5 minutes



PHOTO SAUL LOEB, ARCHIVES AFP

L'ancien PDG de Wells Fargo, John Stumpf

(Washington) Banni à vie du secteur bancaire et 17,5 millions d'amende pour échapper à l'ire des autorités. John Stumpf, PDG de la banque américaine Wells Fargo pendant onze ans, doit payer le prix fort pour les errements de l'institution sous sa houlette.

Ces sanctions, négociées dans le cadre d'un accord à l'amiable annoncé jeudi par l'un des principaux régulateurs bancaires du pays, sont exceptionnelles. Même les artisans de la crise financière de 2008, qui a mis l'économie mondiale à genoux, s'en sont mieux sortis.

Les poursuites contre M. Stumpf, PDG de 2005 à 2016, sont abandonnées par l'administration en échange du versement de cette amende, précise un communiqué de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), le principal régulateur du secteur bancaire aux États-Unis en dehors de la Banque centrale.

Entre autres pratiques commerciales douteuses, Wells Fargo - un des principaux établissements financiers du pays - avait ouvert des millions de comptes fictifs jusqu'à 2016 pour que les agents

atteignent leurs objectifs de vente. Une fois que le scandale avait éclaté, l'établissement avait tardé à faire le ménage.

L'autorité poursuit par ailleurs l'ancienne responsable de la banque de détail Carrie Tolstedt, partie à la retraite en 2016, et lui réclame 25 millions de dollars d'amende.

Quatre autres responsables de Wells Fargo ont aussi été frappés d'amendes diverses allant de 500 000 à 5 millions de dollars.



PHOTO © RICK WILKING / REUTERS, REUTERS

Le régulateur dresse un portrait dévastateur de M. Stumpf, qui avait lui-même dirigé la banque de détail entre 2002 et 2005. Il avait ensuite pris la tête de Wells Fargo jusqu'en octobre 2016, quand il a été forcé de prendre la porte.

L'OCC estime que le modèle économique de la banque « imposait des objectifs de vente déraisonnables à ses employés accompagnés d'une pression hors de proportion pour les atteindre ».

M. Stumpf, juge l'OCC, a manqué à son devoir de supervision et n'a pas cru bon de s'informer suffisamment sur les pratiques commerciales, ignorant « de nombreux signaux d'alarme ».

L'OCC note toutefois à la décharge de M. Stumpf qu'il a reconnu sa responsabilité et qu'il a renoncé à quelque 70 millions de dollars en salaire, primes et autres indemnisations en actions.

Sur l'ensemble de l'année, Wells Fargo a engrangé un bénéfice net de 19,5 milliards de dollars, soit près de 3 milliards de moins qu'en 2018, pour un chiffre d'affaires de 85,1 milliards de dollars, en léger recul par rapport à l'ensemble de l'exercice précédent.